

Sur la ligne de démarcation

6 récits du Sud-Ouest sous l'Occupation



Sur la ligne de démarcation

6 récits du Sud-Ouest sous l'Occupation

Par Jean-Denis Renard

JUIN 1940

Instaurée sur 1 200 km entre la zone libre et la zone occupée, la ligne de démarcation traversait le Sud-Ouest de la France, de la Charente à la frontière espagnole. Malgré l'envahissement de la zone libre en novembre 1942, elle a subsisté sur le terrain jusqu'au 1er mars 1943.

Ce livre rassemble 6 récits récoltés par le journaliste Jean-Denis Renard et initialement publiés durant l'été 2010 dans les colonnes du quotidien régional Sud Ouest.

- **Charente**

Les Duruisseaud ont montré le chemin

- **Dordogne**

Le jour où les nazis ont bougé la ligne

- **Gironde**

Dans les vignes, sous le feu des sentinelles

- **Landes**

Sur les traces d'un célèbre sac de billes

- **Béarn**

Des chiffres peints en noir sur les maisons

- **Pays Basque**

Sur les traces du bunker de l'inutile

Les Duruisseaud ont montré le chemin

À Bouëx, en Charente, cette famille d'agriculteurs a guidé les fuyards vers la zone libre



L'imagination n'a qu'à flotter dans le mouvement permanent de ces terres agricoles où lèvent le blé et le tournesol. Rien n'a changé, ou presque, depuis l'été 1940. La mosaïque en pente douce des cultures et des bosquets de feuillus décore toujours les environs de Bouëx. L'ocre des tuiles perce le paysage sur quelques maisons dispersées au loin. Remplacez le bitume du chemin vicinal par la blancheur aveuglante de la caillasse et vous y êtes. « Il y avait plus de haies, peut-être », souffle Gérard Duruisseau, en surplomb du vallon. Aujourd'hui retraité dans l'ancienne ferme familiale des Forêts, un hameau excentré de Bouëx, Gérard Duruisseau a grandi avec les récits des années de résistance. Il y a soixante-dix ans, son père, Edmond, et sa tante Andrée longeaient les mêmes bois sur ce sentier hérité du haut Moyen-Âge qui cingle vers Marthon. Nuit après nuit, ils y guidaient les candidats au passage en zone libre qui échouaient à la ferme de leurs parents, Alcide et Augustine Duruisseau, à quelques encablures de la ligne de démarcation. Les fuyards la coupaient à travers champs en évitant le poste de contrôle allemand érigé à la Petite, sur la route qui relie Angoulême à Nontron.

À la mise en place de la nouvelle frontière franco-allemande, dans les jours qui ont suivi l'armistice, des dizaines de milliers de personnes ont tenté l'aventure, à Bouëx comme ailleurs dans le département. « En juin 1940, il y avait plus de 270 000 réfugiés en Charente, plus les 85 000 évacués mosellans de septembre 1939, ainsi que des milliers de républicains espagnols », rappelle Francis Cordet, un retraité de l'armée qui s'est lancé dans le dépouillement des archives et en a tiré un ouvrage qui fait autorité (1).

Éviter les patrouilles

D'un large geste du bras, Gérard Duruisseau résume le protocole. « Les réfugiés arrivaient de derrière les thuyas, là-bas. Il y avait des Juifs à qui on avait dit de s'adresser chez nous. Il y avait aussi des gens qui tombaient là par hasard. C'était une ferme isolée, pas comme aujourd'hui. La famille hébergeait les clandestins pour la nuit, elle les nourrissait - sans demander un sou - et on les amenait ensuite jusqu'à la ligne, par les petits chemins ou par les bois. Il fallait surtout éviter les patrouilles », raconte-t-il.

Dans les environs, rares sont les traces de la ligne de démarcation. À Bouëx, un panneau de bois planté sur le sentier, à l'orée d'un bois de hêtres et de noisetiers, rend hommage aux passeurs qui y ont risqué leur vie. À la Petite, la massive maison d'angle à laquelle était adossée la guérite allemande est demeurée à l'identique, les photos d'époque l'attestent. La guérite, elle, a été effacée du cadre. Comme si elle n'avait jamais existé. « L'an dernier, l'Office national

des anciens combattants a envoyé un courrier dans toutes les mairies des communes de Charente traversées par la ligne. Apparemment, il n'en reste rien », indique Francis Cordet.

Dans les bourgs, le souvenir s'estompe peu à peu. Les témoins directs disparaissent. Ceux qui ont recueilli la mémoire en héritage hésitent à la partager. Toutes les histoires autour de la ligne de démarcation ne sont pas bonnes à raconter. Les meilleurs et les pires des ingrédients ont fait monter la pâte humaine de l'époque. Il y a eu la bravoure au quotidien mais aussi de prompts enrichissements au marché noir, des dénonciations, des passeurs grassement rémunérés par des fuyards aux abois...

Passeur de mémoire

Les Duruisseaud sont de ceux qui illustrent le versant lumineux de la chronique. Alcide, le chef de famille, a fini la guerre dans les bois après avoir échappé à la Gestapo. Edmond, son fils, a participé à nombre de parachutages dans la région. Il a été l'un des piliers de la Section spéciale de sabotage, le réseau dirigé par Jacques Nancy. Andrée, sa fille, a été dénoncée et déportée. Elle en est revenue.

Fils d'un passeur, Gérard Duruisseaud s'est improvisé passeur de mémoire. Dans un bâtiment attenant à sa maison, il fait visiter la collection familiale d'objets et de documents d'époque aux écoliers et aux groupes. Ce n'est pas un musée, plutôt un hommage où sourd l'émotion sitôt la porte poussée. On y tombe sur la mitraillette Sten de son père. Sur un « Avis aux Juifs » qui leur interdisait de se diriger vers la zone libre. Sur un conteneur de métal parachuté par un Lancaster britannique sur les chaumes du Luquet, des landes à quelque 2 kilomètres de la ferme. Dans la simplicité de la présentation s'esquisse l'histoire d'une famille et d'un homme, Edmond Duruisseaud, entré en résistance par le refus de la nouvelle frontière tracée à côté de chez lui.

« Son histoire a démarré par là. Il n'en voulait pas, de cette ligne de démarcation. La première fois qu'un détachement allemand a défilé devant la ferme, un soldat a mis son chien en joue. Il ne l'a pas supporté. Il a abaissé le canon. Tout est peut-être parti de là », avance Gérard Duruisseaud. D'un petit rien qui a forgé un destin hors du commun.

(1) « *Carnets de guerre en Charente : 1939-1944* », éditions De Borée, 400 pages, 24 €.



*Sur le chemin qui se dirige vers Marthon, un panneau rappelle à Gérard Duruisseaud
l'engagement de son père.*

Photo Isabelle Louvier (juin 2010)

Le jour où les nazis ont bougé la ligne

À La Rochebeaucourt, en Dordogne, on modifie le tracé pour embastiller un agriculteur.



La scène s'est inscrite à jamais dans les yeux d'enfant d'Arlette Sukier. « J'avais 8 ans. Ils sont venus arrêter mon père à la maison. Il a été jugé à Angoulême et emprisonné pendant des mois. Il a eu de la chance. Il aurait pu être fusillé », se souvient-elle.

L'événement survient à la fin de l'automne 1940, à quelques centaines de mètres de la mairie de La Rochebeaucourt-et-Argentine, la première commune de Dordogne entre Angoulême et Brantôme après le pont sur la Nizonne. C'est là-haut, sur le plateau d'Argentine, que les soldats allemands appréhendent Roger Coussy. En zone libre. Du moins le pense-t-il.

Quand les soldats allemands plantent leurs panneaux et déroulent les frises de barbelés, dans les derniers jours de juin, les habitants de La Rochebeaucourt se découvrent en zone occupée. Ceux du village d'Argentine sont en zone libre. Tout change ce 30 novembre. « Deux soldats ont voulu entrer dans des grottes situées sur notre propriété. On était en zone libre. Mon père ne l'a pas accepté », continue Arlette Sukier. Le ton a monté. Des pierres ont volé. Quelques coups de fusil auraient retenti. Les Allemands ont décampé, mais ils n'ont pas tardé à répliquer. Ils ont immédiatement modifié le tracé de la ligne de démarcation, de manière à placer Argentine sous leur juridiction. Et à arrêter Roger Coussy.

La bascule vers le déclin

L'anecdote atteste le climat d'arbitraire qui prévalait à l'époque dans ce pays rude, où les hommes goûtaient brièvement la lumière du jour au sortir du labeur. Ils se comptaient alors nombreux dans les carrières de pierre et les champignonnières. Les carrières ont fermé, les champignonnières aussi. La Rochebeaucourt conserve le vague souvenir de la vie qui agitait le bourg et sa douzaine de bistrots. La ligne de démarcation appartient aussi à ce passé, dilué dans les saignées de l'exode rural.

Ce tracé qui partageait la commune représente encore plus dans la chronique locale : une bascule vers le déclin. En 1941, un incendie accidentel dévaste le château, un bâtiment imposant assis sur des fondations médiévales. La faute en incombe aux jeunes soldats allemands qui y sont cantonnés. Maire pendant trente-huit ans, Yves Rousseau n'a toujours pas digéré. « Le village aurait une autre allure. On aurait pu développer le tourisme », déplore-t-il. Yves Rousseau a milité pour que la mémoire collective retienne ces épisodes douloureux. Aménagés avec l'aide du Parc naturel régional Périgord-Limousin ou avec celle des Gardiens du patrimoine, une association locale, les itinéraires de randonnée mentionnent la frontière

éphémère. L'essentiel est là-haut, sur le plateau calcaire difficilement conquis par une pauvre végétation caussenarde. Derrière l'église d'Argentine, une plaque évoque « l'affaire Coussy », à quelques mètres de la maison où sa fille a à son tour élu domicile.

Il faut ensuite longer l'aérodrome et sa piste qui hésite entre rocaïlle et herbe rase, puis redescendre la voie romaine. Au débouché de la voie ferrée désaffectée Angoulême-Mussidan se niche un autre panneau qui évoque la ligne de démarcation. Dans les parages se succèdent de maigres pacages, parsemés d'arbustes étiques, sur lesquels le regard porte loin. L'endroit dit beaucoup sur les intentions des nazis. Là, leurs douaniers à cheval pouvaient aisément repérer les fuyards.

Un Allemand se souvient

Le bourg abrite un dernier témoignage de ce contrôle étouffant. De part et d'autre de la petite route qui file vers Mareuil, deux bornes de béton rétrécissent la perspective. Sous l'Occupation, une lourde barrière y était scellée, condamnant le passage. « Vous voyez ces deux pitons métalliques ? Ils empêchaient que la barrière soit levée », murmure Arlette Sukier, un voile pensif sur le visage.

Yves Rousseau avait 11 ans à l'époque. Les passages clandestins étaient légion. Son père, Émile, transporteur routier, y contribuait activement. « Les hommes comme lui avaient fait 14-18. Ils avaient dérouillé. Ils ne pouvaient pas accepter la façon dont le pays avait été livré aux Allemands. Mais je ne savais pas tout ce qui se tramait. Il valait mieux ne pas s'en vanter devant les enfants », rappelle-t-il. Yves Rousseau n'a pas revu ces visages inconnus qui ont fugacement transité par le domicile familial. Il se souvient seulement d'un notaire de Picardie, revenu après-guerre chercher le fusil qu'il avait laissé chez ses parents.

Le plus marquant est ailleurs. Dans ces deux lettres qu'il extrait de leurs enveloppes fanées. C'était dans les années 1970, la correspondance d'un Allemand qui avait écrit à la mairie pour renouer le fil de ses années de casernement dans la commune. On lui avait répondu, tout en réserve polie. L'Allemand, désargenté, n'avait pas pu effectuer le voyage vers l'étrange villégiature de sa jeunesse militaire. Yves Rousseau le regrette. « On aurait même pu se cotiser, pourquoi pas ? Le symbole aurait été fort. » Comme une main tendue, par-dessus la frontière, vers l'ennemi d'hier.



Yves Rousseau (au centre) et les époux Sukier sur la petite route de Mareuil, où la borne de béton s'ornait d'une barrière infranchissable.

Photo Tadeusz Kluba (juin 2010)

Dans les vignes, sous le feu des sentinelles

Au Pian-sur-Garonne, en Gironde, Roland Baudet devait traverser pour aller travailler.



Ce sont deux gros cahiers d'écolier soigneusement recouverts de papier kraft. Deux cahiers de souvenirs que Roland Baudet, un viticulteur du Pian-sur-Garonne, a noircis quatre ans durant, dans sa maison en lisière de Saint-Macaire. « Je l'ai poussé à le faire. C'était entre 1987 et 1991. J'écoutais ses récits depuis mon enfance. Je trouvais la démarche intéressante : mettre en scène le petit peuple confronté à l'énormité de l'événement, la Deuxième Guerre mondiale, et comprendre les réactions de ces Gascons face aux Allemands », raconte son fils, Joël.

Vingt ans plus tard, la boucle est bouclée. Viticulteur lui aussi, et surtout féru d'histoire locale, Joël Baudet a déniché un éditeur... américain pour les écrits de son père (1), décédé en 2007. Et l'an dernier (NDLR : en 2009), son association, Les Amis du Bas-Pian, a financé une plaque commémorative à l'endroit précis où était établi le poste de contrôle allemand de la ligne de démarcation, sur l'ancien tracé de la RN 113.

Les anciens y hument encore de vagues relents de gasoil. À cette barrière, 14 000 camions de l'armée française ont été livrés à la Wehrmacht. « Il y avait des files ininterrompues, des Renault, des Citroën, des Dodge, des Studebaker. Les équipages français jetaient tout ce qu'ils pouvaient, les leviers, les pelles... Une fois, une vipère rouge a été laissée dans la cabine d'un camion », cite Joël Baudet.

Des jalons en Sud-Gironde

Fixée au mur d'un chai, la plaque ne s'encombre pas de détails superflus. « Souvenir de la ligne de démarcation », est-il sobrement gravé sur le métal. D'autres témoignages jalonnent les environs, dans ce Sud-Gironde peigné par l'impeccable géométrie des vignes (2). Il faut gravir le fort dénivelé du coteau de la Garonne pour dénicher le petit bourg de Saint-André-du-Bois. « Ici, les passeurs bénévoles de l'Armée secrète du Sud-Ouest ont, au péril de leur vie, permis à de nombreux patriotes de recouvrer la liberté », déchiffre-t-on sur la plaque, plus ancienne, qui se confond avec le crépi d'une façade.

À Langon, la cour de la gare est ornée d'une stèle en mémoire d'Henri Labit, un résistant qui a tué trois douaniers avant de se donner la mort. La férocité de la répression des passages clandestins comme l'activité des résistants dans le Langonnais ne sont sans doute pas étrangères à ces multiples rappels du passé.

Entre les deux postes

Il vient à Joël Baudet de multiples anecdotes sur la ligne de démarcation . À l'époque, le domicile familial occupait une position singulière. À l'arrivée de la Wehrmacht, le quartier du Bas-Pian se découvre coincé dans cette zone grise entre le poste de contrôle allemand et celui des Français, à l'entrée de Saint-Pierre-d'Aurillac. Une vingtaine de familles ont destin lié dans cette drôle d'enclave.

Dans un premier temps, elles se tournent plutôt vers la zone libre, le théâtre itinérant bloqué à Caudrot par la débâcle et les bals clandestins. En 1942, les Allemands englobent le Bas-Pian dans la zone occupée. Le quartier se distraira alors au cinéma de Langon.

Mais le quotidien n'a rien d'une aimable suite de plaisirs. Jusqu'à leur départ sur le front de l'Est, les SS participent à la surveillance de la frontière. « C'était la terreur pour les gens qui devaient aller et venir. Eux, ils tiraient d'abord et ils contrôlaient après. Il y avait des coups de feu plusieurs fois par jour dans les vignes. Dans les environs, les SS ont tué et blessé plusieurs fuyards », rappelle Joël Baudet.

Son père, Roland, traversait quotidiennement la ligne de démarcation pour aller travailler dans ses vignes, en bordure de la route de Sauveterre-de-Guyenne. Il disposait pour cela d'un laissez-passer et devait emprunter un itinéraire immuable. « Une fois, il a essuyé les tirs de la sentinelle parce qu'il avait coupé au plus court pour rentrer chez lui. Il y avait aussi des contrôles incessants dans les vignes, trois ou quatre fois par jour. Mais on parvenait à faire passer des gens. Mon père leur mettait une bêche sur l'épaule pour qu'ils aient l'allure d'ouvriers agricoles. Rendus dans les vignes de la zone libre, ils pouvaient s'enfuir », raconte Joël Baudet.

La proximité du nœud ferroviaire de Langon inclinait les Allemands à une surveillance étroite. La circulation fluviale était interrompue sur la Garonne, des chiens veillaient sur les chemins de halage. La malice des candidats au passage en était décuplée. Jusqu'en 1942, certains d'entre eux parvenaient à se mêler aux cortèges funéraires jusqu'au cimetière du Bas-Pian, au-delà du

poste de contrôle. Ils s'égaillaient ensuite vers la zone libre. Roland Baudet était au cœur de ce lieu où tout se nouait, la haine, la peur et la sauvagerie, brassées dans le cours de la vie qui continuait. Jusqu'à ses derniers jours, il a parlé et parlé encore de cette existence entre parenthèses. Il a fini par l'écrire. Comme un exorcisme à maturation lente.

(1) « *Les Années noires* », éditions Urtext (www.urtext.us), 400 p., 15 €.

(2) L'historien Philippe Souleau les recense dans son ouvrage « *La Ligne de démarcation en Gironde, 1940-1944* », éd. Fanlac, 364 p., 1998.



À côté de la plaque commémorative, Joël Baudet tient une photo du poste allemand, établi à cet endroit précis.

Photo Fabien Cottereau (juin 2010)

Sur les traces d'un célèbre sac de billes

La frontière était poreuse à Hagetmau. Beaucoup en ont profité, dont Joseph Joffo.



C'est un peu comme si tous les Juifs avaient franchi la ligne de démarcation à Hagetmau. Quand Joseph Joffo publie « Un sac de billes », en 1973, le succès planétaire de l'ouvrage installe la bourgade landaise dans un décor de ville-frontière, porte ouverte sur une hypothétique liberté. Quatre décennies plus tard, le périple des deux enfants Joffo - Joseph et Maurice - à travers les moutonnements de la Chalosse a laissé un vif souvenir. Historien local, auteur d'un livre sur Hagetmau qui s'est vendu comme des petits pains dans les librairies du coin (1), Michel Marsan peut détailler chacun de leurs pas. Passé le pont sur le Louts, il désigne le bois qu'ils ont longé au-dessus du golf, la ferme Lariet, où ils ont trouvé refuge, dans le no man's land entre les postes de contrôle français et allemand, et la route de Monségur, qui s'appelait liberté.

Mais, à Hagetmau, la ligne de démarcation pèse plus lourd qu'un malheureux sac de billes. On a peine aujourd'hui à en déceler les traces matérielles. « Willkommen », trompette le panneau d'accueil de la cité verte, à côté des arènes. Sans rapport avec les baraquements allemands qui occupaient le site il y a soixante-dix ans...

En revanche, l'embranchement de la route de Labastide-Chalosse porte encore les stigmates de l'occupant. Michel Marsan vous met le nez dessus. Les fondations de béton de la guérite allemande se discernent nettement sous les fougères. Nous sommes à la sortie sud-ouest du bourg, sur le coteau où lèvent les premières vagues de l'océan de maïs.

La rue du passage

Plus loin, c'était la rue du passage. On s'y dirigeait vers la zone libre par grappes de réfugiés. On y était épaulé. On y était dénoncé, aussi. Domiciliées à quelques dizaines de mètres les unes des autres sur cette petite route, trois femmes, trois passeuses, furent embastillées.

Michel Marsan pourrait monter un itinéraire touristique sur le thème de la ligne de démarcation et sur les faits de résistance du groupe FFI de Maurice Daret. Les histoires, petites et grandes, se ramassent à la pelle. On ne descelle guère les lèvres en présence de l'étranger. Mais on les lui a racontées, à lui, l'enfant du pays. On lui a confié des photos, rares et précieux documents d'époque. On l'a baigné dans la chronique familiale, la cousine sur un cliché devant la barrière allemande, la mère qui passait du courrier dissimulé dans la poussette, la grand-mère titulaire d'un « ausweis » pour les besoins de la ferme, le cousin Joseph pris pour cible par une sentinelle allemande sur la passerelle du chemin de fer.

Hagetmau n'en parle pas tous les jours. À juste titre, la commune est plus préoccupée ces temps-ci (NDLR : en 2010) par sa triste actualité économique et sociale, à commencer par la déconfiture de son industrie du meuble. Mais la faible résonance de la chronique des années noires rend peu justice à l'incroyable fourmillement d'Hagetmau à l'époque. « Avant même l'exode, il y avait ici 800 réfugiés alsaciens en 1939, trois villages entiers qui avaient été évacués », rappelle Michel Marsan. Par la suite, la petite ville a été un point de passage de la ligne de démarcation très prisé des clandestins. À Paris, on savait que le car rouge de Dax pouvait vous arrêter au creux d'un discret vallon boisé, à quelques kilomètres de la ligne à franchir en rase campagne. Cette transhumance ne pouvait être ignorée des Allemands. En zone libre, chemin de Pédésséga et chemin de Guichot, les tractions attendaient, direction Pau. Une station de taxis permanente, en quelque sorte.

« Au début, les soldats en poste ici n'étaient pas très regardants. Les douaniers nommés par la suite ont été plus tatillons. Mais, à mesure que les années passaient, les Allemands avaient tendance à patrouiller dans la seule zone habitée. Ils ne s'aventuraient plus dans les campagnes, ils craignaient le maquis. Vous trouvez dans le coin des petits villages qui n'ont pas vu un soldat de toute la guerre », témoigne Michel Marsan. Quelques déserteurs allemands s'y sont cachés pendant de longs mois. Professeur de français à Hambourg, l'officier qui commandait le détachement d'Hagetmau a lui aussi fait défection de cette manière.

Sous la voie ferrée

La surveillance était autrement plus étroite en centre-ville. Les anecdotes dépeignent une atmosphère étrange, une oscillation incertaine entre la tragédie des rafles et une sorte de guerre des boutons. Elles tournent souvent autour de la voie ferrée de Mont-de-Marsan, qui finit sur la butée d'Hagetmau, improbable terminus.

Michel Marsan arrête sa voiture derrière la gare et désigne un écoulement pluvial à peine visible à la base du talus. « Les jeunes qui voulaient échapper au STO s'y faufilaient. De l'autre côté des voies, on était en zone libre. Le poste allemand était à peine 100 mètres plus loin ! » À croire que certains douaniers avaient décidé de fermer les yeux. Parce que, au cœur de cette guerre cruelle, il y avait aussi des Allemands pour s'en tenir au minimum requis en attendant le retour de la lumière.

(1) « *Hagetmau 1920-1950* », 2005, diffusion locale.



*Michel Marsan sait que les réfractaires au STO se faufilaient vers la zone libre
par cet étroit passage.*

Photo Pascal Bats (juin 2010)

Des chiffres peints en noir sur les maisons

À Sault-de-Navailles, la population a augmenté d'un tiers avec l'arrivée des soldats.



En maints endroits, la ligne de démarcation croise la résistance. Rien que de très normal. Où combattre les Allemands sinon là où ils étaient les plus présents ? Dans le Béarn, comme ailleurs en France, aucun village ne peut prétendre l'illustrer mieux qu'Orion. Orion, 148 habitants, un bourg minuscule posé légèrement à l'écart du tracé de la ligne qui serpentait entre Salies-de-Béarn et Sauveterre-de-Béarn.

Affublé du nom d'une constellation, le village avait a priori peu d'atouts pour prétendre à la renommée. Le plus évident ? Son panorama, un éblouissant drapé de collines souletines qui s'étagent jusqu'aux Pyrénées. Orion ne s'en est pas contenté. Une modeste croix de pierre, patinée par le temps à la croisée des chemins, fournit une première piste. « Mission 1943 », indique-t-elle succinctement. Le mystère se lève trois virages plus loin sur la crête, à proximité du château d'eau, la seule bâtisse hideuse à des kilomètres à la ronde. Le mémorial rend hommage au réseau Orion, fondé dès 1940 par Henri Piron et Henri d'Astier de la Vigerie, un réseau au rôle fondamental dans le renseignement.

À travers des yeux d'enfant

25 kilomètres plus au nord, la ligne de démarcation partageait le territoire de Sault-de-Navailles, en lisière des Landes. La commune ne présente pas les impeccables états de service d'Orion. « À notre connaissance, il n'y a pas eu d'événement tragique ici », relèvent Fernand Dauguet et Jean-Louis Dufourcq, deux des membres du groupe local Histoire et mémoire. Il ne s'est rien passé de tragique et c'est précisément l'intérêt. Quand la chronique locale s'encombre de hauts faits d'armes, elle a tendance à éclipser la vie sous le poids du mythe. Rien de tel ici. Le quotidien sous l'Occupation s'y révèle à nu, dans une forme d'ethno-sociologie appliquée.

En novembre 2009, une soirée organisée sur ce thème à la bibliothèque municipale l'a bien illustré. « J'étais surpris. Les témoignages des anciens ne dessinaient pas cette chape de peur que l'on décrit souvent. Peut-être est-ce le résultat d'une vision déformée par les souvenirs d'enfance ? Tous ceux qui restent étaient des gamins à l'époque. C'était pour eux le temps de la curiosité », analyse Fernand Dauguet.

À Sault-de-Navailles, bâti autour de la colonne vertébrale de sa grande rue, la zone occupée englobait la quasi-totalité des habitations. Pour ce faire, la ligne épousait le profil d'un ruisseau au pied du coteau. Ses rémanences sont chiches. Sur quelques maisons du bourg, de larges

chiffres noirs ornent encore le pilier droit de la porte d'entrée. La réalité rejoint le cliché : la peinture allemande, ça tient. « C'était quelques jours après l'armistice. Ma mère a vu arriver les motards. Leur première tâche a consisté à numéroté les maisons, un boulot très rationnel. Le lendemain, le reste de la troupe a pris ses quartiers », témoigne Jean-Louis Dufourcq.

L'équilibre du village en a été bouleversé. Les 850 habitants ont soudain dû absorber la charge de 300 soldats et 200 chevaux. « L'image est restée d'une armée motorisée à outrance. Mais pas du tout ! À Sault-de-Navailles, on conserve le souvenir des officiers qui se déplaçaient à cheval », ajoute Fernand Dauguet. Les Allemands ont réquisitionné les granges et le foin, on leur a fourni l'eau et les pacages. Les soldats payaient cash dans les commerces. Il n'y avait plus grand-chose en rayon pour la population locale.

L'omelette du dimanche

Cette occupation triomphale a graduellement glissé vers un train de vie moins opulent. Les soldats et les douaniers sont devenus plus âgés, à mesure que les forces vives étaient réquisitionnées sur le front de l'Est. La surveillance de la ligne de démarcation s'est apparemment limitée à la routine, exercée par des ruraux qui contrôlaient d'autres ruraux. La déjouer consistait à traverser la rue, les jardins et le ruisseau avant de se perdre dans le fouillis végétal du coteau. Nombreux sont ceux qui l'ont fait sans encombre.

« Le dimanche après-midi, il y avait parfois un ou deux soldats allemands pour entrer dans une ferme et réclamer une omelette. Ils n'étaient pas particulièrement menaçants. Leur ordinaire était insuffisant. Ils avaient faim, tout simplement », raconte Fernand Dauguet.

Sault-de-Navailles a attendu des jours meilleurs. Le transporteur local, qui avait stationné en zone libre son 15 ch Renault à charbon, a pu poursuivre ses navettes vers Mazerolles et Pau. Le village a évité la répression qui a endeuillé Sallespisse, quelques kilomètres plus au sud. Mais la ligne de démarcation a eu une influence notable sur les habitudes de Sault. Coupé du Béarn, le village a accru son penchant naturel qui le porte à regarder vers la Chalosse toute proche. Vivant du commerce des salaisons et du grain, Sault-de-Navailles s'est de tout temps adressé aux grossistes dacquois. Aujourd'hui encore (NDLR : en 2010), l'US Saultoise, le club de rugby local, est rattaché au comité Landes-Côte basque, pas à celui du Béarn. Est-ce un hasard ?



*Fernand Dauguet et Jean-Louis Dufourcq autour de la carte de la ligne de démarcation,
sur les hauteurs de Sault-de-Navailles.*

Photo Thierry Suire (juin 2010)

Sur les traces du bunker de l'inutile

A la frontière franco-espagnole, un vieux bunker occupe les hauteurs d'Arneguy.



Le doigt pointé vers la croix blanche, là-haut dans les broussailles, Gratien Currutchet désigne les reliquats de l'ancien bunker allemand. Atteindre sa plate-forme n'est pas une sinécure. Au-dessus du village, le sentier se perd à flanc de montagne dans le dense entrelacs des châtaigniers et des genêts. M. le Maire s'en débrouille. Le bunker est bien là, à 150 mètres au-dessus des maisons d'Arneguy. Il prend la vallée de la Petite Nive en enfilade, vue imprenable côté espagnol jusqu'à Valcarlos et au-delà.

C'était la dernière fortification allemande au sud de la ligne de démarcation, à l'endroit où elle rejoignait la frontière franco-espagnole, au cœur du Pays basque. Sa fonction se limitait sans doute à cette seule particularité. Veiller sur Valcarlos au loin revenait à veiller sur rien. Il devait y avoir un peu du lieutenant Drogo déchiffrant l'immobilité absolue du désert des Tartares chez les sentinelles allemandes enfermées dans ce fort Bastiani miniature. « C'est assez éloigné du mur de l'Atlantique. Ils devaient avoir peur que les Alliés débarquent à Bilbao », ironise Benat Aphecetche, un natif du village qui a vécu les années de guerre à Itxassou, à une vingtaine de kilomètres de là.

La surveillance impossible

À embrasser du regard les monts basques qui cernent la vallée blottie dans ses hêtraies, on imagine que la surveillance du maillon le plus méridional de la ligne de démarcation obéissait plus largement au principe de l'absurde. Que venait donc occuper l'armée d'occupation ? Un terrain montagneux, aux multiples replis et anfractuosités qu'un Basque du coin pouvait repérer les yeux fermés, des forêts denses où les clandestins et les réfractaires au STO se dispersaient en semant les patrouilles, un pays rompu aux trafics en tout genre qui réprouvait l'autorité couleur vert de gris. « Ici, vous tombiez d'abord dans un monde de contrebandiers », ajoute Benat Aphecetche.

Après juin 1940, la contrebande a continué. Aux alentours de la ligne de démarcation, à Saint-Jean-Pied-de-Port ou à Saint-Palais, le marché noir a fleuri. L'homme aime à raconter le mot d'un officier allemand adressé à sa tante, dépitée par le prix des denrées à Itxassou : « Madame, les paysans, c'est une saloperie internationale ! » Mais tout n'était pas noir comme le marché. Benat Aphecetche se remémore aussi une vraie solidarité. « Ma grand-mère m'a dit qu'à Arnéguy, tickets de rationnement ou pas, les deux boulangers n'avaient jamais laissé la famille sans pain », appuie-t-il.

Arnéguy et ses 270 âmes conservent des souvenirs précis de l'époque. Martin Chilibolost habitait et habite toujours sur la route d'Ondarrole, le dernier quartier avant l'Espagne. La barrière allemande était à sa porte. Il dit n'avoir jamais été entravé dans ses mouvements. Autant qu'on s'en souvienne, les militaires en poste à Arnéguy n'étaient pas d'un naturel excessivement belliqueux. Les douaniers qui ont abattu un âne en ripostant à un mouvement dans les broussailles auraient même pu intégrer les rangs de la fameuse 7^e compagnie.

« Mon grand-père et mon père m'ont raconté qu'il y avait surtout des types assez âgés, une vingtaine d'hommes pas vraiment méchants. Des mangeurs d'œufs terribles ! L'un d'entre eux s'était tiré une balle dans le pied pour rentrer chez lui. Ils avaient employé les jeunes du village à creuser des tranchées », raconte Gratien Curutchet.

La malice du curé

Il ne faudrait pas en conclure que la ligne de démarcation dans le Pays basque tenait du gentil bricolage. En Navarre comme ailleurs, la Gestapo frappait durement. Derrière ses magnifiques remparts de grès rose, Saint-Jean-Pied-de-Port souffrait plus bas dans la vallée. Pour habituée qu'elle était au voisinage avec la troupe - la citadelle comptait 500 soldats en 1750 -, elle ployait sous le joug. La multiplication des faits de résistance et des passages clandestins vers la zone libre et l'Espagne faisait peser sur elle un soupçon permanent.

Plus haut, Arnéguy n'était pas en reste. La chronique locale retient la malice du curé, l'abbé Jean-Baptiste Donetch, qui grimait les Juifs en enfants de chœur ou en diacres pour les accompagner vers la liberté. Et qui n'a eu de cesse de sauver tous les fuyards qui s'adressaient à lui. Des histoires de passeurs, Arnéguy pourrait en noircir un recueil (1). Vaille que vaille, elles se transmettent de génération en génération.

Dans les hameaux éparpillés sur la montagne, la mémoire prend aussi la forme de reliques plus matérielles. Des bobines de fil rouge incassable, celui que les Allemands tiraient depuis la vallée pour assurer leurs transmissions téléphoniques. Et du barbelé première qualité, recyclé pour enclorre les pâturages. Les Allemands n'ont pas laissé grand-chose d'autre dans leur retraite. Comme s'ils avaient toujours senti qu'à Arnéguy, ils n'étaient que de passage.

(1) Sur ce sujet, Gisèle Lougarot, « Dans l'ombre des passeurs », Elkar, 2004.



Gratien Currutchet, ancien maire d'Arneguy, et Benat Aphecetche dans les rues du village.

Photo Jean-Daniel Chopin (juin 2010)

Pour toute remarque concernant cet ouvrage, écrivez à supplements@sudouest.fr. Vous pouvez également contacter la Documentation du journal : doc@sudouest.fr

Édité par la SA de presse et d'édition du Sud-Ouest (SAPESO), société anonyme à conseil d'administration au capital de 268 400 €.
Siège social : 23 quai des Queyries, 33094 Bordeaux Cedex. Tél. 05 35 31 31 31. Président directeur général : Olivier Gerolami.
Directeur général délégué, directeur de la publication : Patrick Venries. Réalisation : Documentation du journal Sud Ouest avec l'Agence de développement. Numéro de commission paritaire : CPPAP 0612K. Dépôt légal : à parution.

Photo de couverture : reproduction archives Sud Ouest. Photos des pages intérieures par les photographes de Sud Ouest.